

Il faut en finir avec la précarité

Depuis des mois, la CGT interpelle la direction et les élus pour qu'ils se préoccupent de la précarité qui touche de plus en plus de salariés dépendant de la Ville ou de l'agglo. Vendredi 16 février, nous avons finalement été conviés à un « atelier visant à résorber la précarité ».

Convoquer cet atelier semble être le seul « effort » prévu. Rien n'a été annoncé. La DRH et la direction de l'éducation se sont bornées à un état des lieux. Pas un mot sur la précarité à la Caisse des écoles ou au CCAS, pas un mot sur la situation des remplaçants non titulaires, pas un mot sur la précarité dans les directions et pôles du Grand Reims.

Pas un mot non plus sur une autre précarité qui se développe, celle des salariés des entreprises qui sous-traitent des services à la ville, dans des conditions toujours empirées, comme dans le ménage.

Et lors de cette réunion, on nous a annoncé que le rôle de la DRH était de recueillir les avis des syndicats et que nous aurions dans deux mois (!) les décisions de la Présidente et du Maire.

En clair : cause toujours, tu m'intéresses...

Ce mépris pour les agents, nous ne pourrons le dissiper que tous ensemble.

C'est tous ensemble qu'il faut réaffirmer nos revendications :

- ♦ *Titularisation des agents remplaçants non titulaires*
- ♦ *Titularisation des agents en contrats aidés qui le souhaitent*
- ♦ *Titularisation des agents contractuels qui le souhaitent*
- ♦ *Tous les agents à temps partiel ou non complet qui le souhaitent doivent être titularisés à temps plein*
- ♦ *Intégration dans les effectifs de tous les salariés des entreprises sous-traitantes*



Le gouvernement est à l'offensive contre les salariés. Après s'être attaqué aux travailleurs du privé avec les ordonnances, Macron veut désormais s'attaquer à ceux du public. C'est le sens de l'annonce des 120 000 suppressions de postes, dont 70 000 dans la seule Fonction publique territoriale. Ces suppressions de postes ne pourront se faire qu'en nous précarisant de plus en plus.

Lutter aujourd'hui contre la précarité qui touche une minorité d'entre nous, c'est lutter pour notre avenir à tous.

La CGT et d'autres syndicats appellent à une journée de grève et de manifestation jeudi 22 mars pour protester contre les bas salaires, les suppressions de postes, la précarité et la dégradation des conditions de travail dans la Fonction publique.

Emparons-nous de cette journée pour faire entendre au gouvernement comme à la municipalité que nous sommes déterminés à défendre nos conditions de vie et de travail.

Nous réaffirmons et réaffirmerons le 22 mars :

- ◆ **Maintien et renforcement de la gestion collective des fonctionnaires et du droit à la carrière à l'opposé des mesures du protocole PPCR imposé par le gouvernement,**
- ◆ **Mise en place de grilles indiciaires permettant une évolution de carrière sur au moins deux grades,**
- ◆ **Plan de résorption de la précarité dans la fonction publique,**
- ◆ **Abrogation du RIFSEEP,**
- ◆ **Dégel et augmentation du point d'indice avec rattrapage de ce qui nous a été confisqué depuis 7 ans !**
- ◆ **Rétablissement de la cotisation à 1% CNFPT, des dispositions contraignantes pour faire respecter l'égalité professionnelle.**
- ◆ **Non à l'application du jour de carence pour les fonctionnaires !**
- ◆ **Non à l'augmentation du temps de travail !**

Pour préparer le 22 mars avec vous, la Coordination CGT des administrations territoriales rémoises (CGT du CCAS, CGT de la Caisse des Ecoles, CGT du Grand Reims, UFICT CGT du Grand Reims et la CGT de la Ville de Reims) vous invite à :



UNE ASSEMBLEE GENERALE DU PERSONNEL

LE 19 MARS 2018—DE 10 H à 12H

Salle des fêtes de l'hôtel de Ville—Reims

syndicat.cgt@reims.fr CGT.GRANDREIMS@grandreims.fr ufict.cgt@grandreims.fr